les points du pays, sur tous nos pouvoirs d'eau, et vous arrêterez l'émigration; car nos compatriotes ne se rendent aux Etats-Unis que pour avoir du travail, par conséquent c'est en leur procurant le travail nécessaire que vous les retiendrez au foyer natal.

Un autre voit, le remède à l'émigration dans le perfectionnement de l'agriculture. Le Canadien émigre dit ce dernier parce que la terre ne peut plus le nourrir. Un mauvais système de culture a appauvri nos champs et ceux-ci ne rendent plus assez pour fournir à tous les besoins de la population. L'agriculteur est trop pauvre pour donner à ses engagés, à ses aides, un salaire proportionné à leur travail, et les champs sont désertés.

Un troisième ne trouve pas de meilleur remède que dans la protection du commerce canadien. Le libre-échange, dit-il, nous appauvrit dans une proportion effrayante. Nous admettons en franchise les produits étrangers, nous soumettons nos propres produits à une concurrence contre laquelle, ils ne peuvent lutter. Nos rares manufactures viennent à peine de s'élever, nos procédés de fabrication sont encore trop dispendieux; en un mot nous ne pouvons produire à un prix aussi bas que nos voisins. Par conséquent, en admettant la libre concurrence, le manufacturier canadien ne peut lutter avec des fabricants plus riches, dont les frais de production sont moins élevés. Le premier est donc obligé de sacrifier sa marchandise afin de pouvoir l'écouler et au bout d'un certain temps de cette lutte inégale, il se ruine au grand préjudice de la prospérité générale.

La même infériorité pèse sur les produits agricoles canadiens. Les riches contrées de l'Ouest produisent plus abondamment que le sol appauvri du Canada. Un minot de grain revient à meilleur marché que sur nos terres et peut, par conséquent, être vendu à un prix plus bas. En admettant ces grains en franchise, on ruine donc la production indigène. Protégeons nos industries agricole et manufacturière et nous pourrions payer le travail de nos ouvriers un prix plus élevé. Le gouvernement américain pratique cette protection pour leurs produits, bien peu des produits canadiens analogues à ceux des Etats-Unis y sont admis en franchise, et les fabricants sont bien contents. Avec ce système, leur industrie est prospère et la dette publique se paie rapidement. Nous prospérerons aussi bien si nous acceptons ce même système de protection.

Enfin, une quatrième catégorie d'économistes ne voit de remède au mal que dans l'encouragement de la colonisation. Si nos vieilles terres sont pauvres, il n'en est pas de même de nos terres en bois debout. Leur richesse est immense; depuis des siècles, les débris de toute sorte se sont accumulés à leur surface et ils n'attendent que la hache et la pioche du défricheur pour produire en abondance. Là, au fond de nos forêts séculaires, se trouve l'abondance, il suffit d'allonger la main pour se l'approprier. Encourageons donc la colonisation et nos compatriotes, au lieu de s'expatrier, resteront dans leur pays natal, heureux, à l'aise, sur un sol riche et productif dont ils seront les propriétaires. C'est ce dernier moyen surtout que notre correspondant J. B. M. s'est attaché à traiter et nous pouvons dire qu'il a réussi parfaitement.

Maintenant de ces quatre moyens, ou plutôt de ces quatre systèmes quel est le plus propre à arrêter le fléau de l'émigration? Nous ne sommes pas partisan de l'un de ces systèmes à l'exclusion des autres, ils sont tous bons, mais à des degrés divers. En effet, nous sommes convaincu que la création des manufactures, les améliorations agricoles, la protection du commerce et l'encouragement de la colonisation, au-

ront pour résultat immédiat d'arrêter l'émigration puisqu'ils donneront du travail à nos ouvriers et qu'ils favoriseront la production nationale. C'est tout ce que nous voulons, et avec cela nous changerons en quelques années la face du pays.

Nous n'avons pas trop de moyens d'action, et nous ne devons en négliger aucun. Le mal est si grand, notre pays se dépeuple si rapidement, que toutes les forces vitales de notre nationalité doivent être mises en œuvre pour arrêter le fléau. Des personnes compétentes se chargeront sans doute de faire prévaloir les saines idées industrielles et commerciales auprès du Gouvernement; quant à nous, bornons-nous, pour le moment, à démontrer l'influence des améliorations agricoles et de l'encouragement de la colonisation.

Le Gouvernement a déjà fait beaucoup de dépenses pour promouvoir les intérêts de l'agriculture, il a créé des institutions d'enseignement agricole, accordé une subvention libérale aux sociétés d'agriculture, etc., mais jusqu'à présent tous ces sacrifices n'ont produit que très-peu de résultats. C'est le défaut d'organisation qui a entravé la marche du progrès. Des hommes de bien, de vrais amis de l'agriculture ont reconnu comme nous ce défaut et cherchent en ce moment à le faire disparaître. Dans le courant de l'hiver prochain, aura probablement lieu une convention agricole dans laquelle seront étudiés les besoins de l'agriculture et les meilleurs moyens de hâter son perfectionnement. En attendant, tous les amis de l'agriculture sont appelés à faciliter l'action de cette convention, en faisant connaître, au moyen de correspondances, les véritables besoins de la classe agricole. Espérons que, sous ce rapport, nous allons bientôt entrer dans une phase de progrès inconnue jusqu'à ce jour.

Reste la colonisation pour laquelle, on ne semble pas vouloir faire beaucoup. Cependant elle mérite une attention toute spéciale; car c'est sur elle que repose notre avenir agricole.

Le Canadien est un peuple éminemment agricole. Comme pionnier, comme défricheur, surtout il n'a pas d'égal; mais il est pauvre et ne peut rien s'il est laissé à ses propres forces; il essaiera bien de se défricher un champ, mais sans aide, il se décourage, quitte son foyer natal et va demander aux manufactures américaines un travail mieux rétribué. Le défaut d'encouragement à la colonisation a, plus que toute autre cause contribué à augmenter le fléau de l'émigration. Dans notre prochain numéro nous nous attacherons spécialement à démontrer la vérité de cet avancé, et à faire connaître les moyens qui nous paraissent les plus propres à favoriser la colonisation.

Le verger du cultivateur

Suite et fin.

Il nous reste à dire au cultivateur quels sont les procédés recommandés par les meilleurs praticiens pour la plantation des arbres de verger.

Il faut qu'il choisisse d'abord près de sa maison, autant que possible, l'endroit le plus à l'abri des vents et un sol profond, ni humide ni pierreux. Si c'est un valon, arrosé par des sources, il placera les poiriers en bas et les pommiers en haut, parce que les premiers craignent moins l'humidité que les seconds. Du reste, il ferait bien de drainer préalablement le terrain, et il ferait encore mieux de le défoncer de 4 à 5 pieds de profondeur dans toute son étendue, si ce n'était pas un pré. Ce travail qui, à la longue, serait très-productif, s'exécuterait à l'automne ou au printemps.

En tous cas, il fera des trous de 3 à 4 pieds de diamètre, de 2 à 2½ pieds de profondeur, et de 20 à 25-pieds de distance et en quinconce.

Il remplira ces trous de bonne terre végétale franche mêlée de fumier consommé, jusqu'à 1 à 1½ pied de la surface du sol. Il placera les racines de l'arbre sur cette terre, après avoir retranché les extrémités, ainsi que celles des branches, il les re-